

COMPTE RENDU DE REUNION DU 21 FEVRIER 2014 CONCERNANT L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOUTAVENT LA GRANGE

Présents :

Mr HUCLEUX J.	Maire
Mr LEFRANCOIS Y.	Adjoint
Mme DELOFFE J.	Conseillère municipale
Mr GILLES A.	Conseiller municipal
Mr LEFEBVRE B.	Conseiller municipal
Mme WAEYAERT C.	Secrétaire de mairie
Mme DIERICK-PELLETIER	CCPV
Mr CARIN S.	DDT 60 / SATB-CAT
Mme MAUME J.	Urbaniste - Géographe, Espac'urba

Excusés :

Mr BILY M.	ARS
Mr COUVREUR F.	Chambre d'Agriculture
Mme FLIPO P.	Conseil Général de l'Oise

Monsieur le Maire ouvre la séance à 14 h 00 avec à l'ordre du jour l'analyse :

- des remarques émises lors de l'enquête publique,
- des avis des services de l'Etat et organismes associés lors de l'Arrêt du projet de PLU.

L'ensemble de ces éléments est analysé dans le rapport du commissaire enquêteur.

ANALYSE DES REMARQUES EMISES EN ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est déroulée du 22 Novembre au 21 Décembre 2013. Sur la durée de l'enquête, 4 personnes sont venues consulter le dossier ou s'exprimer sur le registre d'enquête.

- **Monsieur MANDIN Michel**

Demande de Monsieur MANDIN Michel : Cette personne estime que les parcelles lui appartenant à l'arrière de sa propriété peuvent être desservies par son corps de ferme contigu et que, dès lors, il sollicite le classement en zone constructible de la partie avant de sa parcelle cadastrée n° 349 sur une profondeur d'environ 30 mètres. Il rappelle que cette parcelle est desservie par les réseaux (eau, électricité, ...).

Avis du Commissaire enquêteur : Cette parcelle est desservie par les réseaux. Les parcelles qui lui sont contiguës de chaque côté sont, elles même, classées en zone UA constructible.

Dès lors, il peut paraître normal de la classer également en zone constructible. Son maintien en zone A avait été motivé pour permettre une desserte correcte des parcelles arrière en s'affranchissant de la possibilité d'utiliser le corps de ferme voisin. Dans la mesure où Mr MANDIN est lui-même demandeur, le classement de cette partie de parcelle en zone constructible me paraît envisageable. Il y aura lieu de veiller, en cas de vente, soit de la partie avant de la parcelle pour construction, soit du corps de ferme, à ce qu'une servitude de

passage soit créée sur le corps de ferme pour maintenir un accès aux parcelles situées à l'arrière.

Analyse et décision du groupe de travail : Mme MAUME rappelle que cette parcelle a été inscrite en zone A pour 2 raisons :

- Sa vocation agricole ; elle est utilisée par Mr MANDIN dans le cadre de son activité agricole,
- Le maintien de l'accès aux terres agricoles situées à l'arrière.

Après discussions, du fait que Mr MANDIN est propriétaire et exploitant de sa parcelle, les élus décident de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de répondre favorablement à cette demande. Il sera de sa responsabilité de maintenir un accès aux parcelles situées à l'arrière.

- **Monsieur COZETTE Raymond**

Demande de Monsieur COZETTE Raymond : Cette personne souhaite que la zone UA ne soit pas étendue à la partie avant de sa parcelle cadastrée n° 59 et que celle-ci reste classée en zone agricole. A noter que la largeur de la partie avant de la parcelle permet certainement de réaliser une construction et de maintenir un passage pour la desserte des parcelles à l'arrière.

Avis du Commissaire enquêteur : Selon le souhait du propriétaire, cette parcelle peut être exclue de la zone constructible UA. Il me semble cependant dommage d'interrompre la continuité de cette zone UA, dans la mesure où la largeur de la partie avant de la parcelle permet certainement de réaliser une construction tout en maintenant un passage pour la desserte des parcelles à l'arrière.

Analyse et décision du groupe de travail : les élus indiquent qu'effectivement cette parcelle permet d'accéder à plusieurs pâtures situées sur l'arrière. Les élus décident de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de répondre favorablement à cette demande. L'intégralité de la parcelle 59 sera donc classée en zone agricole.

- **Monsieur et Madame CARON Hervé**

Observations de Monsieur et Madame CARON Hervé : Ces personnes sont venues consulter le dossier de PLU mais n'ont pas souhaité s'exprimer sur le registre. Elles ont été étonnées de constater que leurs parcelles cadastrées n° 295 et 296 sur lesquelles un C.U. positif avait été délivré, ne soient plus classées en zone constructible UA.

Avis du Commissaire enquêteur : Un des objectifs du PADD est de mener une politique de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. La volonté des élus est notamment d'interdire toute nouvelle construction au-delà des dernières habitations existantes. Dès lors, il semble difficile d'accéder au souhait de Mr et Mme CARON de voir leur terrain classé en zone UA. Il est, de plus, à noter que la desserte en réseaux des parcelles considérées, se situe à l'autre extrémité de la placette, soit à environ une cinquantaine de mètres (à l'exception toutefois de l'eau potable qui passe devant).

Analyse et décision du groupe de travail : aucune demande n'a été formulée par ces personnes. Les élus sont en accord avec l'avis du commissaire enquêteur.

- **Monsieur GOFFART représentant les intérêts de Melle CABOS Huguette**

Observations de Monsieur GOFFART représentant les intérêts de Melle CABOS Huguette : Ce monsieur est venu pour le compte de sa cliente consulter le dossier de PLU et vérifier le classement de la parcelle n° 139 qui appartient à Melle CAMBOS. Il s'avère que cette parcelle

est en zone A à plus de 100 mètres de la limite de la zone UA et qu'il ne paraît pas envisageable d'apporter une quelconque modification sur ce point.

Avis du Commissaire enquêteur : Cette parcelle se situe en zone A à plus de 100 mètres de la limite de la zone UA et il ne paraît pas envisageable d'apporter une quelconque modification sur ce point.

Analyse et décision du groupe de travail : Mme MAUME souligne que cette parcelle est éloignée du pôle bâti, au cœur de la zone agricole. Son urbanisation constituerait une consommation de l'espace agricole et dérogerait aux réglementations actuellement en vigueur en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Les élus sont en accord avec l'avis du commissaire enquêteur. Aucune modification n'est apportée au plan de zonage.

ANALYSE DES AVIS DES SERVICES DE L'ETAT ET ORGANISMES ASSOCIES

- **Préfet de l'Oise**

Le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du conseil municipal le 14 février 2013, recueille de la part des services de l'État un avis favorable. (...)

- Le projet de plan local d'urbanisme doit répondre aux exigences de la traduction réglementaire dans le code de l'urbanisme de la loi « Grenelle II ». Ainsi, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) doit aborder tous les thèmes prévus par l'article L. 123-1-3 du code de l'urbanisme. Par conséquent, le PADD doit être complété par le thème des loisirs et des activités touristiques. (...)
 - ✓ Mme MAUME propose de faire référence aux sentiers de randonnée. Les élus valident cette proposition. Le PADD sera complété dans ce sens.
- Le règlement impose une superficie minimale de 800 m² pour les parcelles constructibles permettant d'accueillir le système d'assainissement individuel. Pour une gestion plus économe de l'espace, l'article 5 de la zone UA doit introduire la notion de 250m² d'un seul tenant laissé libre de toute construction permettant l'installation d'un assainissement individuel.
 - ✓ Mme MAUME indique que la référence à une surface de 250 m² dédiée à l'assainissement est intégrée dans l'article 4.2 dédiée à l'assainissement des eaux usées. L'alinéa 5.1 sera donc supprimé.
- En page 21 du rapport de présentation, l'exploitation forestière doit être supprimée des activités artisanales puisqu'elle est déjà comptabilisée dans la partie relative aux exploitations agricoles.
 - ✓ Le rapport de présentation sera modifié.
- En page 69 du même rapport, il convient de remplacer « Roy Boissy » par « Boutavent la grange ».
 - ✓ Le rapport de présentation sera modifié.
- Dans l'article IX des dispositions générales du règlement la mention « L123-1-7 » doit être remplacée par « L123-1-5-7 ». Dans ce même article, les références à une protection des éléments du paysage doivent être supprimées, ces derniers étant protégés au titre de l'article L130-1 du code de l'urbanisme.
 - ✓ Le règlement sera modifié.

- Par suite, dans les dispositions générales du règlement, un article X doit être ajouté afin de reprendre la protection des éléments paysagers au titre de l'article L130-1.
✓ **Le règlement sera modifié.**
- Le plan d'alignement de la RD 150 doit être annexé dans les servitudes d'utilité publique.
✓ **Les élus indiquent qu'ils ne disposent pas de ce document en mairie. Mme MAUME prendra contact avec le Conseil Général pour obtenir ce document.**
- Il convient de localiser géographiquement l'emplacement des éoliennes présentes sur la commune. De plus, ces installations sont aujourd'hui régies sous le régime des installations classées pour la protection de l'environnement.
✓ **Le rapport de présentation sera complété.**

- **La Chambre d'Agriculture**

Compte tenu des observations formulées la Chambre d'Agriculture émet un avis favorable avec réserve, la principale remarque portant sur l'inconstructibilité agricole en zone UA du projet de PLU arrêté.

- nous notons deux erreurs de rédaction dans ce document. Il est en effet fait référence au plateau picard (au lieu de la Picardie Verte) - page 17 - et à Roy Boissy (au lieu de Boutavent la Grange) - page 69.
✓ **Le rapport de présentation sera modifié.**
- article UA 2 : Afin de ne pas entraver le fonctionnement des corps de ferme de la commune, ceux-ci étant tous, en partie, en zone UA, nous vous demandons d'ajouter à cet article que sont autorisées, dans l'unité foncière des exploitations agricoles présentes en zone UA, les constructions et installations agricoles nécessaires à cette activité. Rappelons, à ce sujet, que l'un des objectifs communaux du PADD est « le maintien de cette activité sur le territoire communal à travers (...) la préservation des sièges d'exploitation
✓ **Mme MAUME s'interroge sur la vocation de l'enveloppe urbaine à accueillir de nouvelles constructions ou installations agricoles. Les arrières de corps de ferme sont inscrits en zone A et semblent plus propices à accueillir des nouvelles constructions ou installations. Après discussions, les élus décident « d'autoriser les extensions et mises aux normes des constructions et installations agricoles pour les corps de ferme existants à la date d'approbation du PLU ».**
- Nous vous demandons, en outre, d'adapter les autres articles (UA 3 à UA 14 notamment) si nécessaire.
✓ **Ces éléments seront adaptés si nécessaire.**
- article A 11 - dans le paragraphe 11.6/matériaux de façades : Nous vous demandons d'ajouter à la liste des matériaux, ceux conçus par les fabricants pour rester apparents, et particulièrement les panneaux de béton préfabriqués (aspect caillou lavé, par exemple).
✓ **La liste des matériaux sera complétée d'un tiret : « soit en panneaux de béton préfabriqués aspect caillou lavé ».**

- **Conseil Général de l'Oise**

- Thème des transports : Je vous rappelle que le Conseil général de l'Oise est l'autorité organisatrice des transports interurbains. Dans ce cadre, votre commune est desservie par une ligne à destination du collège Jean Moulin de FORMERIE, une ligne à destination du lycée Jules Verne de GRANDVILLIERS et une ligne desservant le regroupement pédagogique intercommunal d'ABANCOURT, BLARGIES, HENNICOURT. Par contre, la ligne 43 - FORMERIE / BEAUVAIS ne dessert pas BOUTAVENT-LA-GRANGE. Aussi, je vous signale que tous les horaires des services de transport sont consultables sur le site de la centrale départementale d'information Oise Mobilité (www.oise-mobilité.fr) et au numéro Azur 08.10.60.00.60. En outre, je vous précise que le transport scolaire est pris en charge par le Conseil général de l'Oise, et ce, au-delà des compétences obligatoires du département en transportant également les lycéens et les primaires qui relèvent des compétences respectives de la région et des communes. Le conseil général a, d'ailleurs, doté votre commune d'un abri-voyageurs situé rue du Bois. Aussi, il conviendrait de compléter, en ce sens, le chapitre consacré aux transports de votre rapport de présentation (page 26). Enfin, je vous informe qu'afin de favoriser le covoiturage, le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise, créé à l'initiative du Conseil général, a mis en place une bourse au covoiturage sur le site internet www.oise-mobilité.fr. Elle offre la possibilité de proposer ou de trouver des trajets par covoiturage, réguliers ou occasionnels. Le développement du co-voiturage est une des actions du Plan départemental pour une mobilité durable, adopté par le Conseil général le 20 juin 2013, qui visent à promouvoir un usage collectif de la voiture. En conséquence, il conviendrait de compléter, en ce sens, le chapitre « transport » votre rapport de présentation (chapitre 4.2) par un thème relatif au co-voiturage.

✓ Le rapport de présentation sera complété.

- Thème des circulations douces : Le département est compétent pour établir le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR). Le PDIPR a vocation à préserver les chemins ruraux, la continuité des itinéraires et ainsi à favoriser la découverte de sites naturels et de paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée. À ce titre, je vous rappelle que votre commune est traversée par un circuit inscrit au Plan départemental de tourisme équestre par délibération du Conseil général n° 305 du 8 novembre 1991 : le circuit équestre « Circuit en Oise normande ». Ce circuit est le seul itinéraire inscrit au PDIPR traversant votre territoire. En conséquence, il conviendrait de compléter et rectifier le chapitre 1.10 de votre rapport de présentation.

✓ Le rapport de présentation sera complété.

- Thème de l'assainissement : Je note que le système d'assainissement non collectif, le schéma d'assainissement et le plan de zonage de votre commune, approuvés le 13/06/2000 et figurant dans les annexes, sont mentionnés. Vous avez souligné la compétence de la Picardie Verte en matière de contrôle des installations d'assainissement neuves. Toutefois, il aurait été souhaitable de rappeler les prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 7 mars 2012. Pour mémoire, ces dernières concernent la réhabilitation des installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque de pollution pour l'environnement et la réalisation des installations dans un délai d'un an après la vente immobilière d'une habitation.

✓ Le rapport de présentation sera complété.

- **CDCEA**

La commission donne un avis favorable, à l'unanimité, au projet de PLU de la commune de Boutavent la Grange.

- **Direction Générale de l'Aviation Civile**

« Compte-tenu de l'absence de servitude aéronautique civile, tant radioélectrique que de dégagement d'aérodrome sur le territoire de cette commune, j'émetts un avis favorable à l'arrêt de son PLU en l'état. »

- **Ministère de la Défense**

« Je vous informe que votre commune n'est pas concernée par des servitudes militaires. Aussi, j'émetts un avis favorable à votre projet de PLU. »

- **Communauté de Communes de la Picardie Verte**

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents, décide d'émettre un avis favorable aux dispositions du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOUTAVENT-LA-GRANGE.

- **Commune de Formerie**

Après présentation des différents plans et documents fournis, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de donner un avis favorable au projet de PLU de la commune de BOUTAVENT LA GRANGE.

SUITE DE LA PROCEDURE

Les éléments analysés ce jour seront soumis au Conseil Municipal. Ce dernier pourra approuver le PLU.

Les élus s'interrogent sur la compatibilité du PLU avec le SCOT qui doit être approuvé prochainement. Mme MAUME indique que le projet de PLU de BOUTAVENT LA GRANGE est mesuré et intègre les prescriptions du SCOT. Le PLU a d'ailleurs fait l'objet d'un avis favorable de la part de la CCPV. Mme PELLETIER valide cette analyse.

Mme MAUME rappelle que suite à l'approbation du PLU, le conseil municipal pourra instaurer différents outils :

- Le droit de préemption urbain : sur l'ensemble des zones U du territoire,
- Le permis de démolir,
- Les déclarations préalables pour les projets de clôtures : cette démarche permet de faire entrer en vigueur les règles définies dans le PLU sur les clôtures.

Monsieur le Maire clôt la séance.

Il indique que le Conseil Municipal se réunira le 21 Mars prochain en vue d'approuver le PLU.

Les personnes qui auraient des remarques sur ce compte rendu sont priées de les énoncer lors de la prochaine réunion ou par courrier à la mairie et à **Espac'urba** - 11, Rue Pasteur - B.P.4 - 76340 BLANGY SUR BRESLE.

Séance du 17 septembre 2013**Nombres de membres afférents au Conseil Municipal : 19****En exercice: 18****Qui ont délibéré : 16****Date de convocation : 06/09/2013**

L'an deux mille treize et le dix sept septembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur William BOUS, Maire.

PRÉSENTS :

William BOUS	Micheline BINDER	Gérard BESNIER
Edouard PLE	Jean-Paul SOULEZ	Guy DESMAREST
Martine CAYRE	Nicole DAVESNE	Gérard FOUCARD
Marc HEUX	Maryse FLANDRE	Claude BERTHUIT
Patrick DUFOUR	Isabelle COZETTE	Jeannick LANGLOIS
Jacques MATTHIEU		

ABSENTS NON EXCUSES:

Sébastien LEMOINE

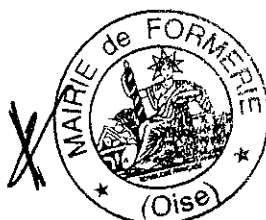
ABSENTS EXCUSES :

Marcel BLOND

**SECRETAIRES DE SEANCE** : Mmes FLANDRE et BINDER.**Objet de la Délibération :****AVIS PLU BOUTAVENT LA GRANGE :**

Par lettre en date du 30 juillet 2013, Monsieur le Maire de BOUTAVENT LA GRANGE nous informe que son Conseil Municipal a arrêté le projet de PLU de la commune.
Ce projet est soumis pour avis au Conseil Municipal de FORMERIE.

Après présentation des différents plans et documents fournis, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de donner un avis favorable au projet de PLU de la commune de BOUTAVENT LA GRANGE.



FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS

Le Maire,
William BOUS

PRÉFET DE L'OISE

Direction départementale
des territoires

Beauvais, le 29 OCT. 2013

Service
de l'aménagement, de
l'urbanisme et de l'énergie

Monsieur le Maire,

Vous m'avez transmis pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté par délibération du conseil municipal le 14 février 2013, lequel recueille de la part des services de l'État un **avis favorable**.

Votre projet de plan local d'urbanisme doit répondre aux exigences de la traduction réglementaire dans le code de l'urbanisme de la loi « Grenelle II ».

Ainsi, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) doit aborder tous les thèmes prévus par l'article L.123-1-3 du code de l'urbanisme. Par conséquent, votre PADD doit être complété par le thème des loisirs et des activités touristiques.

L'accueil de nouveaux habitants sur votre commune de 88 habitants se fait en totalité dans le tissu déjà urbanisé par le comblement de dents creuses et par le renouvellement du bâti. Cette position limite fortement la consommation de l'espace agricole et forestier.

Le règlement impose une superficie minimale de 800m² pour les parcelles constructibles permettant d'accueillir le système d'assainissement individuel. Pour une gestion plus économe de l'espace, l'article 5 de la zone UA doit introduire la notion de 250m² d'un seul tenant laissé libre de toute construction permettant l'installation d'un assainissement individuel.

Vous trouverez en annexe l'ensemble des remarques et commentaires effectués par les différents services qui pourraient améliorer la compréhension ou la lecture du document.

Je vous propose de soumettre à enquête publique le projet de PLU arrêté en vue de conduire à son approbation accompagné des avis émis par les personnes publiques associées.

En matière de planification urbaine, je vous invite désormais à vous rapprocher des communes voisines de manière à engager une réflexion à l'échelle intercommunale, plus adaptée aux démarches d'aménagement du territoire. L'élaboration de documents intercommunaux permet aussi de réduire le coût des études nécessaires tout en mutualisant les démarches administratives. Étant donné la taille de la commune de Boutavent-la-Grange, les équipements publics tels qu'une salle des fêtes doivent être réfléchis en cohérence avec les besoins intercommunaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Copie : Sous-préfecture de Beauvais

Monsieur Joël HUCLEUX
Mairie
Rue Amédée Levasseur
60220 BOUTAVENT-LA-GRANGE

Le directeur départemental adjoint
des territoires

Thierry LATAPIE-BAYROO



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE L'OISE

L'annexe de l'avis de l'État Commune de Boutavent-la-Grange

- En page 21 du rapport de présentation, l'exploitation forestière doit être supprimée des activités artisanales puisqu'elle est déjà comptabilisée dans la partie relative aux exploitations agricoles.
- En page 69 du même rapport, il convient de remplacer « Roy Boissy » par « Boutavent la grange ».
- Dans l'article IX des dispositions générales du règlement la mention « L123-1-7 » doit être remplacée par « L123-1-5-7 ». Dans ce même article, les références à une protection des éléments du paysage doivent être supprimées, ces derniers étant protégés au titre de l'article L130-1 du code de l'urbanisme.
- Par suite, dans les dispositions générales du règlement, un article X doit être ajouté afin de reprendre la protection des éléments paysagers au titre de l'article L130-1.
- Le plan d'alignement de la RD 150 doit être annexé dans les servitudes d'utilité publique.
- Il convient de localiser géographiquement l'emplacement des éoliennes présentes sur la commune. De plus, ces installations sont aujourd'hui régies sous le régime des installations classées pour la protection de l'environnement.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

SGA

Secrétariat général pour l'administration

UNITÉ DE SOUTIEN INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE CREIL

Section Gestion du Patrimoine
cellule domaine

Affaire suivie par : Mme Guerlin
E-Mail : veronique.guerlin@intradef.gouv.fr
Tél : 03.44.28.73.13 – PNIA : 811 110 73 13

16 SEP. 2013

Creil, le

N° 462

/DEF/SGA/ESID-IDF/USID-CRL/SGP/DOM

Monsieur le Maire,

Par courrier du 26 juillet 2013, vous m'avez soumis pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme de votre commune.

Je vous informe que votre commune n'est pas concernée par des servitudes militaires. Aussi, j'émet un avis favorable à votre projet de PLU.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef de la section Gestion du Patrimoine

USID DE CREIL

Nicolas HOMBERT

M. Joël HUCLEUX
Maire de Boutavent la Grange
Hôtel de Ville
Rue Amédée Levasseur
60220 BOUTAVENT LA GRANGE

COPIE : USID/SGP/DOM, CHRONO

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale de l'aviation civile

Direction de la sécurité de l'Aviation Civile Nord

Délégation Picardie

Réf : **1547** / DRP/CCO
Vos réf : courrier du 26/07/2013

Affaire suivie par Cédric Collardeau
cedric.collardeau@aviation-civile.gouv.fr
Tél. 03 44 11 49 02 – Fax : 03 44 11 49 08

Objet : arrêt PLU de Boutavent la Grange

Beauvais, le 6 août 2013

MAIRIE

**Rue Amédée Levasseur
60220 BOUTAVENT LA GRANGE**

Par courrier cité en objet, vous avez adressé aux services de la délégation régionale un exemplaire du dossier d'arrêt du PLU de votre commune afin de recueillir nos observations.

Compte-tenu de l'absence de servitude aéronautique civile, tant radioélectrique que de dégagement d'aérodrome sur le territoire de cette commune, j'émet un avis favorable à l'arrêt de son PLU en l'état.

Par délégation du Ministre chargé des Transports

L'Inspecteur de Surveillance Développement Durable

Cédric COLLARDEAU



Beauvais, le 15 octobre 2013

Monsieur le Maire
Mairie de Boutavent la Grange
Rue Amédée Levasseur
60220 BOUTAVENT LA GRANGE

Suivi du dossier
Fabrice Couvreur – fabrice.couvreur@agri60.fr

N/Réf. JLP/FP/FC/CP/urba_13-10029

Objet

Plan Local d'Urbanisme de BOUTAVENT LA GRANGE

Avis de la Chambre d'Agriculture au titre de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme

Monsieur le Maire,

L'examen, avec les agriculteurs de la commune, de votre projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté, arrivé dans nos services le 30 juillet dernier, nous amène à vous formuler les remarques suivantes :

- sur le rapport de présentation
- nous notons deux erreurs de rédaction dans ce document. Il est en effet fait référence au plateau picard (au lieu de la Picardie Verte) - page 17 - et à Roy Boissy (au lieu de Boutavent la Grange) - page 69.
- Nous notons avec satisfaction que « *la surface ouverte à l'urbanisation en dents creuses permet de répondre à l'objectif des élus en termes d'accueil de nouveaux habitants* » (page 70).

▪ sur le règlement

article UA 2

Afin de ne pas entraver le fonctionnement des corps de ferme de la commune, ceux-ci étant tous, en partie, en zone UA, nous vous demandons d'ajouter à cet article que sont autorisées, dans l'unité foncière des exploitations agricoles présentes en zone UA, les constructions et installations agricoles nécessaires à cette activité.

Rappelons, à ce sujet, que l'un des objectifs communaux du PADD est « *le maintien de cette activité sur le territoire communal, à travers (...) la préservation des sièges d'exploitation ...* ».

Nous vous demandons, en outre, d'adapter les autres articles (UA 3 à UA 14 notamment) si nécessaire.

article A 11 - dans le paragraphe 11.6/matériaux de façades

Nous vous demandons d'ajouter à la liste des matériaux, ceux conçus par les fabricants pour rester apparents, et particulièrement les panneaux de béton préfabriqués (aspect caillou lavé, par exemple).

Compte tenu des observations formulées ci-dessus, nous émettons **un avis favorable avec réserve**, notre principale remarque portant sur l'inconstructibilité agricole en zone UA de votre projet de PLU arrêté.

Nous saluons la décision communale de ne constituer aucune zone d'urbanisation future, ni d'extensions du tissu urbain, et de tenir compte que du potentiel existant dans la trame urbaine (dents creuses, possibilités de réhabilitation de l'ancien) pour mener à bien votre projet.

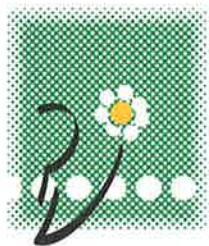
Nous vous remercions de bien vouloir nous faire parvenir, en temps voulu, un exemplaire de votre Plan Local d'Urbanisme (règlement, emplacements réservés et plans de découpage en zones), après approbation.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,



Jean-Luc POULAIN



**Communauté de Communes
de la Picardie Verte**

Formerie, le 24 octobre 2013

Hubert TRANCART
Président de la Communauté de Communes
de la Picardie Verte

à

Monsieur Joel HUCLEUX
Mairie
2 rue Amédée Vasseur
60220 BOUTAVENT LA GRANGE

Nos réf: EDP/

Objet : Votre projet de PLU

Monsieur le Maire,

J'ai bien pris connaissance du projet de Plan Local d'Urbanisme de votre commune, arrivé en date du 02 août 2013 à la Communauté de Communes de la Picardie Verte.

Suivant les termes de l'article L129-3 du Code de l'Urbanisme, vous m'avez sollicité en tant que personne publique associée, afin que la Communauté de Communes de la Picardie Verte rende un avis sur votre projet de PLU, arrêté par une délibération du Conseil Municipal le 28 mai 2013.

J'ai le plaisir de vous informer que les élus de la Communauté de Communes de la Picardie Verte, par délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre dernier, ont émis un avis favorable sur votre projet de PLU, eu égard à l'absence de contradiction de votre projet avec le projet de SCOT de la Picardie Verte, tel qu'il a été arrêté par le Conseil Communautaire en date du 20 juin 2013.

Afin de compléter votre dossier de PLU, vous trouverez, ci-joint un exemplaire de la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2013.

Je vous informe qu'une copie de ces pièces sera adressée au prestataire en charge de l'élaboration de votre PLU (Espaceurba).

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma parfaite considération.

Le Président,

Hubert TRANCART



COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PICARDIE VERTE

SLO

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 26 SEPTEMBRE 2013

L'an deux mille treize, le 26 septembre, le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni au **Complexe Sportif et Culturel de Songeons**, sous la présidence de Monsieur Hubert TRANCART, Président.

*** Etaient présents :** MM AUTRICQUE Y, BAUDART R, BECQUEREL JL, BELLIARD B, BERNARDIN J, BESNIER G, BISSCHOP D, BIZET F, BOUCHART L, BOUTELEUX P, BOYENVAL G, CARDON B, CAUX E, CAYRE M, COCU G, CUVELIER F, DANIEL L, DECAGNY P, DECHERF S, DECLERCQ M, DEFRANCE G, DELETTRE Y, DEVAMBEZ G, DHONDT T, DUMARS F, DURAND D, DURAND J, DUROT MC, ESTIENNE JP, FIZET P, FOUCARD G, FOUCAULT S, GILLES T, GORET G, HEU JP, HUCLEUX J, KRAWCZYK R, LAPERSONNE JP, LE SCORNET G, LEFEVRE M, LEJEUNE S, LEVASSEUR T, LONCKE F, MASSON G, MICHEL G, MILLET B, MOREL MA, NOEL L, NOTTEBOOM G, ORTEGAT C, PARIS J, PENISSON MA, PEYROUNET P, RICHARD H, ROGER J, RUBINSZTAJN L, SMESSAERT P, TRANCART H, TRIBAUDEAUT JP, VAN OOTEGHEM P, VANDECAVEYE F et VERBEKE P.

*** Etaient excusés :** MM ADOUX JJ, DEMARCY D, DUBUT M et PETIGNY N.

*** Pouvoirs :** Madame BELIARD A donne pouvoir à Monsieur BISSCHOP D, Monsieur BOUS W donne pouvoir à Monsieur BESNIER G, Monsieur DUBUT M donne pouvoir à Monsieur KRAWCZYK R, Monsieur GREGOIRE JP donne pouvoir à Madame PENISSON MA, Monsieur LARCHER J donne pouvoir à Monsieur TRIBAUDEAUT JP, Madame LEBESGUE C donne pouvoir à Monsieur MASSON G, Monsieur LEVASSEUR A donne pouvoir à Monsieur BAUDART R, Monsieur MABILLOTTE R donne pouvoir à Monsieur DUMARS F, Monsieur MONCEAU G donne pouvoir à Monsieur ROGER J, Monsieur DE RYCKE D donne pouvoir à Monsieur TRANCART H, Monsieur DES COURTILS P donne pouvoir à Madame BELLIARD B.

Date de convocation : 19 septembre 2013
Date d'affichage : 19 septembre 2013

Nombre de délégués en exercice : 115
Nombre de délégués présents : 62
Nombre de pouvoirs : 11
Nombre de votants : 73

PLU DE BOUTAVENT-LA-GRANGE : AVIS RESULTANT DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE L.123-9 DU CODE DE L'URBANISME

Monsieur Roger BAUDART, Vice-président en charge de l'aménagement du territoire, rapporteur, explique que la commune de BOUTAVENT-LA-GRANGE a sollicité la CCPV en tant que personne publique associée, afin qu'elle rende un avis sur son projet de Plan Local d'Urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article L123-9 du Code de l'Urbanisme, la CCPV dispose de 3 mois à partir de la transmission du projet pour donner son avis, à défaut de quoi, celui-ci est réputé favorable.

Envoyé en préfecture le 30/09/2013

Reçu en préfecture le 30/09/2013

Attesté le 30/09/2013

Cet avis est formulé à partir du projet du territoire et du SCOT de la Picardie Verte. Celui-ci n'étant pas encore exécutoire, l'avis est formulé en se référant à la version arrêtée au Conseil Communautaire du 20 juin 2013.

Monsieur Roger BAUDART présente le projet de PLU et les principaux éléments constitutifs.

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L123-9, relatif à la consultation pour avis des personnes publiques associées,

Vu le projet de SCOT de la Picardie Verte, arrêté au Conseil Communautaire du 20 juin 2013,

Considérant le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOUTAVENT-LA-GRANGE, adressé le 02 août 2013 à la CCPV,

Vu la délibération du Conseil Municipal de BOUTAVENT-LA-GRANGE du 28 mai 2013, arrêtant le projet de PLU,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Monsieur le Président sollicite l'avis du Conseil Communautaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents,

DECIDE *d'émettre un avis favorable aux dispositions du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOUTAVENT-LA-GRANGE.*

Fait et délibéré en séance,
les jours, mois et an que dessus.
Copie certifiée conforme,
Le Président.



[Signature]
Emilie AODR



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Direction départementale
des territoires

Service Economie Agricole

Décision de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles

du 16 octobre 2013

Projet de plan local d'urbanisme de Boutavent la Grange

La commission départementale de la consommation des espaces agricoles de l'Oise

Aux termes du procès-verbal et de la décision prise lors de la commission en date du 16 octobre 2013, sous la présidence de M. Thierry LATAPIE-BAYRÔO, directeur départemental adjoint des territoires, représentant le préfet ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.111-1-2 ; L.122-7 ; L.123-6 ; L.123-9 ; L.124-1-2 ;

Vu la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche n° 2010-874 du 27 juillet 2010 et notamment son article 51,

Vu le décret n° 2011-189 du 16 février 2011 relatif à la commission départementale de la consommation des espaces agricoles,

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006, articles 3 à 15, relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2011 précisant la composition de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles,

Vu l'arrêté préfectoral du 03 juin 2013 modifiant la composition de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles,

Vu la demande présentée le 29 juillet 2013 par la commune de Boutavent la Grange concernant le projet de plan local d'urbanisme de la commune, arrêté le 28 mai 2013,

Vu les éléments d'analyse sur le projet, présentés par la direction départementale des territoires de l'Oise,

Après qu'en aient délibéré les membres de la commission, assistés de Mme Sylvie PIERRARD, représentant le directeur départemental des territoires de l'Oise ;

CONSIDERANT :

- que la commune de Boutavent la Grange appartient à la Communauté de communes de la Picardie Verte,
- que la commune n'est pas couverte par un SCOT,
- que la commune est identifiée comme un village dans le projet de SCOT de la Picardie Verte,
- que la construction de 4 logements est nécessaire pour maintenir la population,

- que les dents creuses représentent une superficie de 1,05 ha permettant d'accueillir 10 constructions,
- que la commune n'a pas ouvert de nouvelle zone à l'urbanisation.

Sans remarque complémentaire des membres de la commission, le Président propose de soumettre cette consommation au vote : 0 vote contre, 0 vote en abstention, 12 votes pour.

La commission donne un avis favorable, à l'unanimité, au projet de PLU de la commune de Boutavent la Grange.

À Beauvais le 21 octobre 2013

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint des territoires,
Président de la commission départementale
de la consommation des espaces agricoles



Thierry LATAPIE-BAYROO



PÔLE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES ET ENVIRONNEMENT
Direction-adjointe du logement,
de la politique de la ville et de l'habitat
Service aménagement et urbanisme

Affaire suivie par : Yves PAUL
Mél : yves.paul@cg60.fr
Tél. : 03.44.10 72 35
Fax : 03.44.06.64.51

Beauvais, le

7 - NOV. 2013

Monsieur Joël HUCLEUX
Maire de BOUTAVENT-LA-GRANGE

Mairie de BOUTAVENT-LA-GRANGE
Rue Amédée Levasseur
60220 BOUTAVENT-LA-GRANGE

Monsieur le Maire,

Par un courrier reçu le 31 juillet 2013, vous avez bien voulu me consulter sur votre projet de plan local d'urbanisme qui a été arrêté par délibération du Conseil municipal en date du 28 mai 2013.

Après une étude attentive de votre dossier, j'ai l'honneur de vous faire part des observations ci-dessous.

Aménagement numérique

Votre commune a très bien intégré l'aménagement numérique dans son rapport de présentation, son Projet d'Aménagement de Développement Durable et dans son règlement, tant en matière de diagnostic, qu'en terme de développement des besoins et usages numériques.

En effet, il est essentiel d'intégrer, dorénavant, ces éléments dans le cadre de la loi Grenelle II, qui constitue pour l'ensemble des acteurs l'opportunité de porter au débat et de prendre en compte la question des infrastructures et des réseaux de communications électroniques dans leurs Plans Locaux d'Urbanisme.

Par ailleurs, il me paraît important de porter à votre connaissance l'article L49 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) introduit par la loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009, dite loi Pintat.

Cet article vise à faciliter les déploiements de réseaux de communications électroniques à très haut débit et d'en réduire les coûts en offrant aux collectivités et aux opérateurs la possibilité de mettre à profit ces travaux pour installer leurs propres infrastructures destinées à recevoir des câbles de communications électroniques. En outre, cette mutualisation des travaux effectués sur la voirie évitera des interventions successives et limitera la gêne aux usagers.

Routes départementales

Je note que votre rapport de présentation, dans son volet consacré à la voirie, évoque le projet de liaison BEAUVAIS / NEUFCHATEL.

En effet, le Conseil général a adopté, le 20 juin 2013, son Plan départemental pour une mobilité durable. Ainsi, au titre des itinéraires routiers d'intérêt régional, le projet de liaison A16/A29 - BEAUVAIS / NEUFCHATEL-EN-BRAY a été retenu. Votre commune se situe dans l'aire d'étude de ce projet.

Je constate que votre commune souhaite améliorer la sécurité dans la traversée du village - RD 150. À ce titre, je souhaite vous préciser que, lorsque la commune envisage des travaux sur le réseau routier départemental, elle doit recueillir, au préalable, d'une part, l'autorisation d'occuper le domaine public routier (permission de voirie ou une convention générale de maîtrise d'ouvrage) et, d'autre part, l'accord technique des services départementaux (article 48 du règlement de la voirie départementale).

J'ai pris bonne note que, conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme, la servitude d'alignement instaurée 28 août 1908 sur la RD 150 a bien été reportée dans l'annexe « servitude » de votre PLU afin que ses dispositions demeurent opposables au tiers.

Transports

Je vous rappelle que le Conseil général de l'Oise est l'autorité organisatrice des transports interurbains.

Dans ce cadre, votre commune est desservie par une ligne à destination du collège Jean Moulin de FORMERIE, une ligne à destination du lycée Jules Verne de GRANDVILLIERS et une ligne desservant le regroupement pédagogique intercommunal d'ABANCOURT, BLARGIES, HENNICOURT. Par contre, la ligne 43 – FORMERIE / BEAUVAIS ne dessert pas BOUTAVENT-LA-GRANGE.

Aussi, je vous signale que tous les horaires des services de transport sont consultables sur le site de la centrale départementale d'information Oise Mobilité (www.oise-mobilité.fr) et au numéro Azur 08.10.60.00.60.

En outre, je vous précise que le transport scolaire est pris en charge par le Conseil général de l'Oise, et ce, au-delà des compétences obligatoires du département en transportant également les lycéens et les primaires qui relèvent des compétences respectives de la région et des communes. Le conseil général a, d'ailleurs, doté votre commune d'un abri-voyageurs situé rue du Bois.

Aussi, il conviendrait de compléter, en ce sens, le chapitre consacré aux transports de votre rapport de présentation (page 26).

Enfin, je vous informe qu'afin de favoriser le covoiturage, le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise, créé à l'initiative du Conseil général, a mis en place une bourse au covoiturage sur le site internet www.oise-mobilité.fr. Elle offre la possibilité de proposer ou de trouver des trajets par covoiturage, réguliers ou occasionnels. Le développement du co-voiturage est une des actions du Plan départemental pour une mobilité durable, adopté par le Conseil général le 20 juin 2013, qui visent à promouvoir un usage collectif de la voiture.

En conséquence, il conviendrait de compléter, en ce sens, le chapitre « transport » votre rapport de présentation (chapitre 4.2) par un thème relatif au co-voiturage.

Circulations douces

Le département est compétent pour établir le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR). Le PDIPR a vocation à préserver les chemins ruraux, la continuité des itinéraires et ainsi à favoriser la découverte de sites naturels et de paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée.

À ce titre, je vous rappelle que votre commune est traversée par un circuit inscrit au Plan départemental de tourisme équestre par délibération du Conseil général n° 305 du 8 novembre 1991 : le circuit équestre « Circuit en Oise normande ». Ce circuit est le seul itinéraire inscrit au PDIPR traversant votre territoire.

En conséquence, il conviendrait de compléter et rectifier le chapitre I.10 de votre rapport de présentation.

Espaces naturels sensibles (ENS)

Le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels, boisés ou non afin de « *préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels* » (art.L142-1 du Code de l'urbanisme).

En l'état, votre commune n'est actuellement concernée par aucun ENS, et par aucune zone de préemption à ce titre.

Assainissement

Je note que le système d'assainissement non collectif, le schéma d'assainissement et le plan de zonage de votre commune, approuvés le 13/06/2000 et figurant dans les annexes, sont mentionnés.

Vous avez souligné la compétence de la Picardie Verte en matière de contrôle des installations d'assainissement neuves. Toutefois, il aurait été souhaitable de rappeler les prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 7 mars 2012. Pour mémoire, ces dernières concernent la réhabilitation des installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque de pollution pour

l'environnement et la réalisation des installations dans un délai d'un an après la vente immobilière d'une habitation.

Je vous remercie de bien vouloir m'adresser, dès que vous l'aurez approuvé et rendu exécutoire, un exemplaire de ce plan local d'urbanisme (rapport de présentation, règlement, PADD et annexes sous format pdf + plans de zonages sous format dxf ou dwg et en version papier au format AO et à l'échelle 1/5000^e pour le plan d'ensemble et 1/2000^e pour le secteur aggloméré).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président du Conseil général,
et par délégation,
le Directeur général des services,

Jacques ANGLADE



DEPARTEMENT DE L'OISE

**Commune
de
Boutavent-la-Grange**

**ENQUETE PUBLIQUE
réalisée du 22 novembre au 21 décembre 2013
relative à l'élaboration
du Plan Local d'Urbanisme**

*Suivant décision du Tribunal Administratif d'Amiens du 19/09/2013
désignant le Commissaire enquêteur (Dossier n° E13000267/80)*

*et arrêté municipal du 25/10/2013
prescrivant l'ouverture de l'enquête publique*

PARTIE 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

PARTIE 2

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

SOMMAIRE

Partie 1

❖ RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

CHAPITRE I – PRESENTATION DE L'ENQUETE

I.1 - Objet de l'enquête	p. 4
I.2 - Cadre juridique de l'enquête	p. 4
I.3 - Le dossier d'enquête	p. 5
I.4 - Caractéristiques du projet	
I.4.a - Présentation de la commune	p. 6
I.4.b - Le projet de PLU	p. 7 à 10

CHAPITRE II - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

II.1- Désignation du commissaire enquêteur	p. 11
II.2 - Publicité de l'enquête	p.11
II.3 - Déroulement de l'enquête	p. 11
II.4 - Clôture de l'enquête	p. 12
II.5 - Synthèse des observations recueillies	p. 12
II.6 - Echanges avec la Mairie – Communication du rapport de synthèse	p. 13
II.7 - Transmission du rapport d'enquête	p. 13

CHAPITRE III – ANALYSE DES OBSERVATIONS ET COURRIERS RECUS

III.1 - Observations de la population reçues lors de l'enquête	p.14 à 16
III.2 - Observations des personnes publiques et organismes associés	p.16 à 23

Partie 2

❖ CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

• Le déroulement de l'enquête	p.25
• Le dossier	p.25
• Le contenu du projet	p.25
• Les observations émanant du public	p.26
• Les observations émanant des organismes et personnes publiques associés	p.26
• la prise en compte des observations	p.26
• Conclusions finales et avis	p.27 et 28

DEPARTEMENT DE L'OISE

**Commune
de
Boutavent-la-Grange**

**ENQUETE PUBLIQUE
réalisée du 22 novembre au 21 décembre 2013
relative à l'élaboration
du Plan Local d'Urbanisme**

*Suivant décision du Tribunal Administratif d'Amiens du 19/09/2013 désignant le
Commissaire enquêteur (Dossier n° E13000267/80)*

*et arrêté municipal du 25/10/2013
prescrivant l'ouverture de l'enquête publique*

PARTIE 1
RAPPORT
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

RAPPORT

CHAPITRE I – PRESENTATION DE L'ENQUETE

I.1 - Objet de l'enquête

La présente enquête publique concerne l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Boutavent-la-Grange. Le projet concerne l'ensemble du territoire.

I.2 - Cadre juridique de l'enquête

Contexte et procédure préalable :

Le document d'urbanisme actuellement en vigueur sur la commune est toujours le Règlement National d'Urbanisme.

Le Conseil Municipal de Boutavent-la-Grange a engagé l'élaboration du présent projet de PLU par délibération du 13 avril 2011.

Cette même délibération définissait les modalités de la concertation préalable, à savoir :

- mise à disposition du public d'un dossier d'études en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat, accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants ;
- organisation d'une réunion publique pour la présentation du projet et le recueil des avis et observations de la population.

Le Conseil Municipal a ensuite débattu sur le projet de PADD, par délibération du 15 janvier 2013.

Puis, par délibération du 28 mai 2013, le Conseil Municipal a débattu sur le bilan de la concertation et a considéré que les modalités prévues avaient bien été mises en oeuvre avec :

- la mise à disposition des habitants d'un dossier et d'un registre ;
- la tenue d'une réunion publique d'information des habitants le 13 mai 2013.

A noter qu'aucune observation défavorable n'a été formulée au cours de cette concertation.

Le projet de PLU, mis à l'enquête, a alors été arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2013.

Il a ensuite été adressé, pour avis, aux Services de l'Etat, aux personnes Publiques Associées ainsi qu'aux communes limitrophes et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ayant demandé à être associés.

Principaux textes juridiques de référence :

Textes généraux :

Les principaux textes juridiques de référence sont :

- Les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- Les articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-33 du Code de l'Environnement relatifs à l'organisation des enquêtes publiques.

Textes particuliers :

- La délibération du Conseil Municipal de Boutavent-la-Grange, en date du 28 mai 2013, arrêtant le projet de PLU de la commune ;
- La décision du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 19 septembre 2013, désignant le Commissaire enquêteur ;
- L'arrêté de Monsieur le Maire de Boutavent-la-Grange en date du 25 octobre 2013, prescrivant la présente enquête publique ;

I.3 - Le dossier d'enquête

Le projet de PLU et le dossier d'enquête ont été préparés par le Cabinet « **ESPAC'URBA** » Etudes et Conseils en Urbanisme, 11, rue Pasteur – 76340 BLANGY-SUR-BRESLE - (tél : 02 32 97 11 91).

Il était composé comme suit :

- **Un dossier administratif comprenant :**
 - le registre d'enquête ;
 - l'ensemble des délibérations du Conseil Municipal de Boutavent-la-Grange concernant le projet de PLU et notamment celle en date du 28 mai 2013, arrêtant le projet d'élaboration du PLU de la Commune ;
 - La décision du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 19 septembre 2013, désignant le Commissaire enquêteur ;
 - l'arrêté de Monsieur le Maire de Boutavent-la-Grange en date du 25 octobre 2013, prescrivant la présente enquête publique ;
 - copie des insertions des avis d'enquête dans les deux journaux locaux ;
 - les avis reçus des différents organismes et personnes publiques consultés.

- **Un dossier technique présentant les dispositions du projet de PLU et comprenant les pièces suivantes :**

- Le rapport de présentation (pièce 1) ;
- Le projet d'aménagement et de développement durable (pièce 2) ;
- Le règlement écrit (pièce 3) ;
- Les documents graphiques (pièce 4) ;
 - Plan de découpage en zone de l'ensemble du territoire communal à l'échelle 1/5000e (pièce 4A)):
 - Plan de découpage en zone du centre bourg à l'échelle 1/2000e (pièce 4B)):
- les orientations d'aménagement et de programmation (pièce 5)
- Un dossier regroupant les documents annexes (pièce 6) :
 - Annexes sanitaires (pièce 6A) ;
 - Servitudes d'utilité publiques (pièce 6B) .

A noter que c'est seulement pour mémoire que la chemise présentant les orientations d'aménagement et de programmation (pièce 5) a été insérée, puisque le PLU de Boutavent-la-Grange n'a défini aucune zone à urbaniser (AU).

I.4 - Caractéristiques du projet

I.4.a - Présentation de la Commune :

La commune de Boutavent-la-Grange est une commune située dans le Nord Ouest du département de l'Oise. Elle appartient au canton de Formerie.

Elle est bordée par 7 communes : Formerie, Bouvresse, Monceaux l'Abbaye, Mureaumont, Campeaux, Cany-sur-Thérain et Saint-Arnoult.

Boutavent-la-Grange se situe à 50 kms d'Amiens, 60 kms de Rouen, 35 kms de Beauvais, 16 kms d'Aumale et 2 kms de Formerie.

Deux Routes Départementales (RD150 et RD 316) traversent son territoire et permettent à la commune d'être correctement reliée aux pôles administratifs et touristiques mais également aux bassins d'emplois et de vie.

La commune d'une superficie de 437 hectares possède un relief en plateau. Elle est constituée d'un centre bourg et d'un écart. Elle ne possède pas de hameau.

Au plan démographique, la commune, qui comptait 90 habitants en 1968, a connu depuis cette date une évolution fluctuante tirant plutôt vers la baisse. Elle comptait 75 habitants au recensement de 2009 mais depuis, la tendance s'est inversée et Boutavent a quasiment retrouvé le seuil de population de 1968 à savoir 88 habitants en 2012.

Au plan des activités, la commune possède 2 menuiseries, 1 électricien, une entreprise spécialisée en alarme , un bureau d'étude environnement et un gîte.

Quatre exploitations agricoles y sont toujours en activité :

- 2 exploitations pratiquant l'élevage bovin et classées ICPE ;
- 1 exploitations pratiquant l'élevage ovin et dépendant du RDS ;
- 1 exploitation forestière

A noter que la commune ne bénéficie d'aucun commerce de proximité.

Les seuls équipements publics recensés sur la commune sont la Mairie, l'Eglise et le Cimetière ; la commune ne dispose d'aucun équipement sportif.

La commune de Boutavent-la-Grange fait partie de la Communauté de Communes de la Picardie Verte qui regroupe 89 communes et qui représente près de 32 000 habitants.

Au niveau supra-communal, la commune de Boutavent-la-Grange est comprise dans le périmètre

- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie ;
- du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté de Communes de la Picardie Verte qui doit prochainement approuver son schéma.

La commune de Boutavent-la-Grange est également intégrée aux syndicats suivants :

- Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de Blargies ;
- Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise.

I.4.b - Le projet de PLU de la commune de Boutavent-la-Grange

L'élaboration du PLU de Boutavent-la-Grange s'est basée sur une hypothèse de croissance de population très modérée qui la ferait passer de 88 habitants en 2012 à une fourchette comprise entre 93 et 118 habitants en 2022 (taux d'évolution compris entre 0.5% et 3%).

La volonté des élus n'est pas d'augmenter de façon importante le nombre d'habitants mais avant tout de permettre :

- l'urbanisation des dents creuses ;
- la mutation du parc existant à travers des réhabilitations.

L'étude s'est appuyée sur un diagnostic territorial qui a fait ressortir les enjeux principaux du territoire et a conduit à la définition d'un projet communal dont les orientations sont synthétisées ci-après.

❖ Le projet d'Aménagement et de développement durables

Les orientations générales du PADD s'articulent autour des axes suivants :

- **Renouvellement urbain et densification du centre bourg :**
 - gestion cohérente du tissu bâti existant grâce aux réhabilitations ;
 - urbanisation des dents creuses.
- **Gestion des équipements publics :**
 - Pérennisation des équipements existants
- **Pérennisation des activités économiques :**
 - pérenniser les activités artisanales, commerciales et les services existantes ;
 - permettre l'accueil de nouvelles activités, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec le tissu urbain.
 -
- **Pérennisation des exploitations agricoles :**
 - Protection des sièges et des sites d'exploitation suivant l'enquête agricole réalisée ;
 - protection des terres attenantes aux corps de ferme en activité.
- **Gestion des déplacements sur le territoire communal**
 - sécuriser la circulation dans le village.
- **Protection du patrimoine et de l'identité rurale :**
 - protection du patrimoine vernaculaire et des caractéristiques architecturales ;
 - protection de la ceinture verte et du patrimoine écologique (masses boisées, haies,...).
- **Prise en compte des risques naturels et technologiques :**
 - ruissellements au sud du centre bourg ;
 - canalisation de gaz traversant le territoire.
- **Prise en compte des communications numériques**
- **Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain :**
 - réduire les possibilité d'urbanisation qui sont actuellement offertes par le R.N.U. auquel est soumis la commune ;
 - réduire le nombre de terrains constructibles en bout de réseaux ;
 - définir des limites d'urbanisation interdisant toute nouvelle construction au-delà de la dernière habitation existante ;
 - tendre vers une réduction de la surface consommée par logement, à travers une offre diversifiée de production de logements.

En résumé, on peut dire que le PADD s'oriente vers un confortement du centre bourg, tout en respectant l'ensemble des contraintes analysées sur le territoire communal.

La densification de l'enveloppe bâtie est prévue de se réaliser dans le respect des limites actuelles correspondant aux dernières constructions existantes ; ce choix permet d'éviter un développement linéaire du village et des extensions de réseaux toujours coûteuses.

❖ Les principales dispositions du zonage

Le projet de PLU définit une zone urbaine UA et une zone à vocation agricole A.

A noter que dans le PLU de Boutavent-la-Grange, aucune zone à urbaniser (AU) ni aucune zone naturelle (N) n'ont été définies.

La zone urbaine UA :

La zone urbaine définie au plan de zonage comprend les terrains suffisamment desservis en voirie, eau et électricité ayant ainsi vocation à être immédiatement constructibles, sous la forme de lotissement ou d'opérations individuelles.

La zone agricole A :

La zone A englobe la quasi totalité du territoire, en dehors de sa partie urbanisée.

Dans cette zone, est inclus un secteur particulier: le secteur Ah permettant la gestion des constructions d'un écart existant (Le Valérien).

❖ Les dispositions réglementaires

Le règlement écrit précise les dispositions à respecter à travers 16 articles qui, pour chaque zone, fixent les règles à respecter.

Ces règles concernent les points suivants :

- Occupations et utilisations des sols (articles 1 et 2) ;
- Conditions de desserte et d'accès aux voiries (article 3) ;
- Conditions de desserte par les réseaux (article 4) ;
- Caractéristique des terrains (article 5) ;
- Implantation des constructions par rapport aux voies (article 6) ;
- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives (art7) ;
- Implantation des constructions sur une même propriété (article 9) ;
- Hauteur maximale des constructions (article 10) ;
- Aspect extérieur des constructions (article 11) ;
- Aire de stationnement (article 12) ;
- Espaces libres et plantations (article 13) ;
- Coefficient d'occupation des sols (article 14) ;
- Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales (article 15) ;
- Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques (article 16).

D'autres prescriptions figurent sur les documents graphiques :

- Espaces boisés classés et haies à protéger ;
- Les éléments du patrimoine à protéger (calvaires) ;

A noter qu'aucun emplacement réservé n'a été créé.

❖ La prise en compte de l'environnement

Les principaux enjeux environnementaux de la commune de Boutavent-la-Grange correspondent à la présence de boisements et de haies bocagères. Ces éléments ont été repris sur le plan de zonage et protégés à travers l'article 13 du règlement..

Pour mémoire, il y a lieu de rappeler que le territoire de Boutavent-la-Grange ne comprend ni ZNIEFF de type 1 ou 2, ni site Natura 2000, ni corridor écologique, ni zone humide.

CHAPITRE II - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

II.1- Désignation du commissaire enquêteur

Par décision du 19 septembre 2013, Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens a désigné :

- Monsieur Jacques BERTIN, ingénieur territorial retraité, demeurant à Beauvais, comme commissaire enquêteur ;
- Monsieur Claude PIGOUCHE, Commandant de Police, en retraite, comme commissaire enquêteur suppléant.

II.2 - Publicité de l'enquête

L'arrêté municipal prescrivant l'enquête publique ainsi que l'avis d'enquête correspondant ont été affichés du 27 octobre au 21 décembre 2013 à l'entrée de la Mairie.

Conformément à la réglementation, cet avis a également été publié, à deux reprises, dans deux journaux locaux :

- Le Bonhomme Picard des 7 et 27 novembre 2013 ;
- Le Réveil de Neufchâtel, des 6 et 28 novembre 2013.

Ces dates respectent les délais réglementaires de publication à savoir au moins 15 jours avant le début de l'enquête et dans les 8 jours suivant le début de celle-ci.

En outre, l'avis d'enquête a également été inséré dans le bulletin d'information de la Mairie qui a fait l'objet d'une distribution dans tous les foyers de la commune le 26 octobre 2013.

II.3 - Déroulement de l'enquête

L'enquête publique s'est normalement déroulée, conformément aux dates prescrites, du 22 novembre au 21 décembre 2013 inclus, soit pendant 30 jours consécutifs.

Pendant cette période et aux heures d'ouverture de la Mairie, le dossier d'enquête, tel que détaillé au chapitre I.3 ci-avant, a été mis à disposition du public ainsi qu'un registre préalablement paraphé par mes soins.

J'ai tenu, en tant que commissaire enquêteur, 3 permanences permettant de donner des informations au public et recevoir toutes observations tant écrites que verbales :

- le vendredi 22 novembre 2013 de 17h30 à 19h30

- le vendredi 6 décembre 2013 de 17h30 à 19h30
- le samedi 21 décembre 2013 de 10h00 à 12h00

Aucun incident particulier n'a été noté au cours de ces permanences qui se sont déroulées dans un bon climat.

II.4 - Clôture de l'enquête

Le samedi 21 décembre 2013 à 12h00, j'ai déclaré l'enquête close et signé le registre.

II.5 – Synthèse des observations recueillies

Observations reçues de la population au cours de l'enquête :

Sur la durée de l'enquête, seulement quatre (4) personnes sont venues consulter le dossier ou s'exprimer sur le registre d'enquête :

- 2 personnes ont été reçues lors de la première permanence ;
- 2 lors de la seconde permanence ;
- aucune personne lors de la troisième et dernière permanence.

Aucun courrier n'a été reçu pendant l'enquête.

L'objet des 4 visites a porté sur :

- 2 demandes d'extension de la zone constructible Ua ;
- 1 demande sollicitant le reclassement en zone agricole d'une parcelle ayant été classée en zone constructible Ua ;
- enfin, une simple demande d'information pour connaître le classement d'une parcelle.

Il s'agit là d'une participation relativement faible, malgré la bonne publicité faite auprès de la population et on peut regretter que seuls des intérêts particuliers n'aient été évoqués ; aucune remarque, suggestion ou contre-proposition d'intérêt général n'a, en effet, été exprimée.

Avis et observations des personnes publiques et organismes associés :

Sur l'ensemble des Personnes Publiques et Organismes Associés qui ont été régulièrement consultés préalablement à l'enquête, seules les entités suivantes ont émis un avis dans le délai imparti :

- Monsieur le Préfet et les Services de l'Etat ;
- La Chambre d'Agriculture de l'Oise ;
- Le Conseil Général de l'Oise ;
- La Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles ;
- la Direction Générale de l'Aviation Civile basée à Beauvais-Tillé ;
- Le Ministère de la Défense - Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense, basée à Creil ;
- La Communauté de Communes de la Picardie Verte ;
- La commune de Formerie.

Si les cinq dernières entités ont émis un avis favorable sans réserve, les services de l'Etat, la Chambre d'Agriculture et le Conseil Général ont émis un avis favorable avec réserves.

La totalité de leurs remarques est détaillée en seconde partie du chapitre III ci-après.

II.6 - Echanges avec la Mairie – Communication du rapport de synthèse des observations

Des bonnes relations ont été entretenues tout au long de l'enquête avec Monsieur HUCLEUX, Maire de la commune qui a répondu à toutes mes demandes d'informations complémentaires.

Par ailleurs, j'ai transmis par mail et par courrier datés du 27 décembre 2013 à Mr le Maire, le procès-verbal de synthèse des observations recueillies, en lui demandant de me faire parvenir ses remarques éventuelles.

Sa réponse m'est parvenue sous la forme d'un mail daté du 10 janvier 2013.

Ses commentaires et remarques apportés aux différentes observations reçues ont été intégrés ci-après au chapitre III « Analyse des observations ». Mes propres commentaires et avis prennent bien évidemment en compte le mémoire en réponse de Mr le Maire de Boutavent-la-Grange.

II.7 - Transmission du rapport d'enquête

Le présent rapport d'enquête et mes conclusions ont été transmis à Monsieur le Maire de Boutavent-la-Grange le 20 janvier 2014.

Un exemplaire de ces documents a par ailleurs été adressé à Mr le Président du Tribunal Administratif d'Amiens à la même date.

CHAPITRE III - ANALYSE DETAILLEE DES DEMANDES ET OBSERVATIONS RECUES

Pour chaque observation, l'analyse inclut :

- Un résumé de l'observation recueillie ;
- Les observations de Monsieur le Maire en réponse au procès-verbal de synthèse qui lui a été communiqué à l'issue de l'enquête ;
- Les commentaires et avis du commissaire enquêteur.

III.1 - Observations reçues de la population au cours de l'enquête :

Demande de Monsieur MANDIN Michel 1, rue du Bois à Boutavent-la-Grange (60220) :

Cette personne estime que les parcelles lui appartenant à l'arrière de sa propriété peuvent être desservies par son corps de ferme contigu et que, dès lors, il sollicite le classement en zone constructible de la partie avant de sa parcelle cadastrée n° 349 sur une profondeur d'environ 30 mètres.

Il rappelle que cette parcelle est desservie par les réseaux (eau, électricité, ...).

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Le zonage de la parcelle n° 349 sera modifié lors du dossier d'approbation ; elle sera mise en zone constructible si Mr Mandin s'engage à ce qu'il y ait un accès à l'herbage par la cour de la ferme.

Avis du Commissaire enquêteur :

Cette parcelle est desservie par les réseaux.

Les parcelles qui lui sont contiguës de chaque côté sont, elles même, classées en zone UA constructible.

Dès lors, il peut paraître normal de la classer également en zone constructible.

Son maintien en zone A avait été motivé pour permettre une desserte correcte des parcelles arrière en s'affranchissant de la possibilité d'utiliser le corps de ferme voisin.

Dans la mesure où Mr MANDIN est lui même demandeur, le classement de cette partie de parcelle en zone constructible me paraît envisageable.

Il y aura lieu de veiller, en cas de vente, soit de la partie avant de la parcelle pour construction, soit du corps de ferme, à ce qu'une servitude de passage soit créée sur le corps de ferme pour maintenir un accès aux parcelles situées à l'arrière.

Demande de Monsieur COZETTE Raymond 15, rue de Boutavent à Boutavent-la-Grange (60220) :

Cette personne souhaite que la zone UA ne soit pas étendue à la partie avant de sa parcelle cadastrée n° 59 et que celle-ci reste classée en zone agricole.

A noter que la largeur de la partie avant de la parcelle permet certainement de réaliser une construction et de maintenir un passage pour la desserte des parcelles à l'arrière.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

S'ils le souhaitent les élus peuvent exclure cette parcelle selon la demande du propriétaire.

Le cas échéant l'ensemble de la parcelle 59 sera inscrite en zone A.

Avis du Commissaire enquêteur :

Selon le souhait du propriétaire, cette parcelle peut être exclue de la zone constructible UA.

Il me semble cependant dommage d'interrompre la continuité de cette zone UA, dans la mesure où la largeur de la partie avant de la parcelle permet certainement de réaliser une construction tout en maintenant un passage pour la desserte des parcelles à l'arrière.

Observations de Monsieur et Madame CARON Hervé - 55, place du Fraye - 60960 Feuquières :

Ces personnes sont venues consulter le dossier de PLU mais n'ont pas souhaité s'exprimer sur le registre.

Elles ont été étonnées de constater que leurs parcelles cadastrées n° 295 et 296 sur lesquelles un C.U. positif avait été délivré, ne soient plus classées en zone constructible UA.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Sans demande précise formulée sur le registre, pas de commentaire.

Avis du Commissaire enquêteur :

Un des objectifs du PADD est de mener une politique de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

La volonté des élus est notamment d'interdire toute nouvelle construction au delà des dernières habitations existantes.

Dès lors , il semble difficile d'accéder au souhait de Mr et Mme CARON de voir leur terrain classé en zone UA.

Il est, de plus, à noter que la desserte en réseaux des parcelles considérées, se situe à l'autre extrémité de la placette, soit à environ une cinquantaine de mètres (à l'exception toutefois de l'eau potable qui passe devant).

Observations de Monsieur GOFFART représentant les intérêts de Melle CABOS Huguette - 10, rue de la Mairie - 80290 - Bettembos :

Ce monsieur est venu pour le compte de sa cliente consulter le dossier de PLU et vérifier le classement de la parcelle n° 139 qui appartient à Melle CAMBOS.

Il s'avère que cette parcelle est en zone A à plus de 100 mètres de la limite de la zone UA et qu'il ne paraît pas envisageable d'apporter une quelconque modification sur ce point.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Se référer à l'avis du commissaire enquêteur.

Avis du Commissaire enquêteur :
Cette parcelle se situe en zone A à plus de 100 mètres de la limite de la zone UA et il ne paraît pas envisageable d'apporter une quelconque modification sur ce point.

III.2 - Observations et avis des personnes publiques et organismes associés

III.2.a - Observations et avis du Préfet de l'Oise et des Services de l'Etat :

Monsieur le Préfet indique, dans son avis de synthèse, que le projet de PLU de Boutavent-la-Grange peut recevoir un avis favorable.

Il rappelle toutefois que le projet de Plan Local d'Urbanisme doit répondre aux exigences de la Loi de "Grenelle II" traduit dans le Code de l'Urbanisme.

Ainsi, le PADD doit donc aborder tous les thèmes prévus par l'Article L.123-1-3 du Code de l'Urbanisme et le document devra être complété par le thème des loisirs et des activités touristiques

Par ailleurs, il souligne avec intérêt que l'accueil des nouveaux habitants est prévu en totalité sur les dents creuses qui existent dans le tissu déjà urbanisé. Cette position limite fortement la consommation de l'espace agricole et forestier.

Sur le plan du règlement, il évoque plutôt l'introduction d'une notion de 250m² pour l'assainissement plutôt qu'une superficie minimale de 800m² des parcelles constructibles, ce qui permet une gestion encore plus économique des espaces.

Enfin il précise que la prise en compte des quelques remarques et commentaires supplémentaires émanant des différents services de l'Etat, et qui sont évoqués ci-après, pourrait améliorer la compréhension ou la lecture du document.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Ces éléments seront complétés et/ou modifiés dans le dossier d'approbation

Avis du Commissaire enquêteur :

Dans sa réponse, Monsieur le Maire précise que les points évoqués par Monsieur le Préfet seront complétés ou modifiés.

Pour le complément à apporter au PADD, cela me semble indispensable.

Concernant la superficie minimale de 800 m² prévue à l'article UA5 du règlement et que Monsieur le Préfet suggérerait de supprimer, je ne vois pas non plus d'objection à cette suppression, dès lors que l'article UA-4.2 du règlement prévoit une superficie de 250 m² d'un seul tenant pour la réalisation des installations d'assainissement individuel.

Remarques et commentaires des services de l'Etat :

Les remarques portent sur les points suivants,

1) Modification à apporter au rapport de présentation (page 21) :

L'exploitation forestière doit être supprimée des activités artisanales puisqu'elle est déjà comptabilisée dans la partie relative aux exploitations agricoles.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Ces éléments seront modifiés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :

Pas de commentaire particulier. Je prends acte de cette modification qui effectivement s'impose.

2) Modification à apporter au rapport de présentation (page 69) :

Il s'agit d'une simple erreur matérielle: il faut remplacer Roy-Boissy par Boutavent-la-Grange.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Ces éléments seront modifiés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :

Il s'agit effectivement d'une simple erreur matérielle à corriger.

3) Modification à apporter à l'article IX des dispositions générales du Règlement :

Dans l'article IX des dispositions générales du règlement, la mention "L123-1-7" doit être remplacée par "L123-1-5-7".

Dans ce même article les références à une protection des éléments de paysage doivent être supprimées, ces derniers étant protégés au titre de l'article L130-1. du Code de l'Urbanisme.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Ces éléments seront modifiés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :
Je prends acte de cette modification.

4) Ajout d'un article X des dispositions générales du Règlement :

Par suite de ce qu'in précède, un article X doit être ajouté afin de reprendre la protection des éléments paysagers au titre de l'article L130-1.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Ces éléments seront complétés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :
Ce point est lié au point précédent.

5) Servitudes d'utilité publique à compléter :

Le plan d'alignement de la RD 150 doit être annexé dans les servitudes d'utilité publique.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Ces éléments seront complétés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :
Ce plan doit être effectivement intégré au dossier.

6) Compléter le plan de zonage :

Il convient de localiser géographiquement l'emplacement des éoliennes présentes sur la commune, celles-ci étant régies par le régime des établissements classés pour la protection de l'environnement.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Ces éléments seront complétés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :
Cet ajout me semble en effet indispensable.

III.2.b - Observations et avis de la Chambre d'Agriculture :

Cet organisme précise que l'examen du dossier avec les agriculteurs de la commune appelle à formuler des remarques sur le rapport de présentation et sur le règlement.

L'ensemble de ces remarques et plus particulièrement celle portant sur l'inconstructibilité agricole en zone UA, **conduit cet organisme à formuler un avis favorable avec réserves** sur le projet de PLU.

L'ensemble des observations et remarques sont détaillées ci-après.

Sur le rapport de présentation :

Erreurs matérielles à rectifier :

Deux erreurs ont été relevées dans le document :

page 17, il y a lieu de remplacer "Plateau picard" par "Picardie verte".

page 69 il y a lieu de remplacer "Roy-Boissy" par "Boutavent-la-Grange".

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Ces éléments seront complétés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :

Pas de commentaire particulier. Il s'agit effectivement d'une simple erreur matérielle à corriger.

Remarque positive exprimée par la Chambre :

Cet organisme note avec satisfaction que les dents creuses permettent de répondre à l'objectif des élus en terme d'urbanisation pour de nouveaux habitants.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Pas de commentaire.

Avis du Commissaire enquêteur :

Remarque positive qui n'appelle pas de remarques particulières.

Sur le règlement :

Modification de l'Article Ua2 du Règlement :

Afin de ne pas entraver les corps de ferme de la Commune, qui sont pratiquement, pour tout ou partie en zone UA, la Chambre demande d'ajouter à cet article que soient autorisées, dans l'unité foncière des exploitations agricoles présentes en zone UA, les constructions et installations agricoles nécessaires à cette activité.

A cette occasion, cet organisme rappelle que l'un des objectifs communaux du PADD est le maintien de cette activité sur le territoire communal à travers la préservation des sièges des exploitations agricoles.

Enfin, il demande de vérifier et le cas échéant d'adapter si nécessaire, les autres articles Ua3 à Ua14.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Ces demandes seront analysés par l'ensemble du groupe de travail avant l'approbation du PLU.

Avis du Commissaire enquêteur :

Comme l'a rappelé la Chambre d'Agriculture, l'un des objectifs communaux du PADD est le maintien de l'activité agricole sur le territoire communal à travers la préservation des sièges des exploitations agricoles.

Dès lors, la demande de la Chambre me paraît recevable.

Modification de l'Article A11 du Règlement :

Dans l'article 11.6 - Matériaux de façade, la Chambre demande d'ajouter à la liste des matériaux, ceux conçus par les fabricants pour rester apparents et particulièrement les panneaux de béton préfabriqués (aspect cailloux lavés par exemple).

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Ces demandes seront analysés par l'ensemble du groupe de travail avant l'approbation du PLU.

Avis du Commissaire enquêteur :

En ce qui me concerne, j'émet un avis favorable à cette demande.

III.2.c - Observations et avis de Monsieur le Président du Conseil Général :

Le Conseil Général, après étude du dossier, a fait part d'un certain nombre d'observations portant sur les 5 thèmes qui sont détaillées ci-après :

- **l'aménagement numérique :**

Le Conseil Général estime que la Commune de Boutavent-la-Grange a très bien intégré l'aménagement numérique dans son rapport de présentation, son PADD et dans son règlement, tant en matière de diagnostic, qu'en terme de développement des besoins et usages numériques.

Il rappelle l'importance d'intégrer dorénavant ces éléments et de prendre en compte la question des infrastructures et des réseaux de communications électroniques.

La commune est invitée à prendre connaissance de l'Article 49 du Code des Postes et Télécommunications qui vise à faciliter les déploiements des réseaux électroniques à très haut débit et d'en réduire les coûts en mutualisant les travaux.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Pas de commentaire.

Avis du Commissaire enquêteur :
Remarque plutôt positive qui mérite d'être soulignée.

- **les Routes Départementales :**

Le Conseil Général note que le rapport de présentation, dans son volet consacré à la voirie, évoque le projet de liaison BEAUVAIS/NEUFCHATEL, étant précisé que la commune de Boutavent-la-Grange se situe dans l'aire d'étude de ce projet.

Il constate que la commune souhaite améliorer la sécurité dans la traversée du village et rappelle, à cette occasion, que des travaux envisagés sur le domaine public routier départemental, nécessitent une permission de voirie ou une convention de maîtrise d'ouvrage.

Enfin, il prend bonne note que la servitude d'alignement instaurée le 28 août 1908 sur la RD 150 a bien été reportée dans l'annexe "Servitudes" du projet de PLU afin que ses dispositions demeurent opposable aux tiers.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Pas de commentaire.

Avis du Commissaire enquêteur :
Pas de commentaire. Remarque également plutôt positive.

- **les circulations douces :**

Le Département est compétent pour établir le Plan Départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).

A ce titre, il signale que la commune est traversée par un seul circuit inscrit au PDIPR : il s'agit du circuit équestre "Circuit en Oise normande" inscrit au plan départemental de tourisme équestre.

Il conviendrait en conséquence de compléter et rectifier le chapitre I.10 du rapport de présentation.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :
Ces éléments seront complétés dans le dossier d'approbation.

Avis du Commissaire enquêteur :
Je prends acte de la prise en compte des modifications proposées.

- **les espaces naturels sensibles (ENS) :**

Le Conseil Général rappelle également qu'il est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels, boisés ou non.

En l'état, la commune n'est actuellement concernée par aucun ENS et par aucune zone de préemption à ce titre.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

Pas de commentaire.

Avis du Commissaire enquêteur :

Ce point n'appelle pas de commentaires particuliers.

- **L'assainissement :**

Le Conseil Général note que le système d'assainissement non collectif, le schéma d'assainissement et le plan de zonage de la commune ont été approuvés le 13/ juin 2000 et figurent dans les annexes du projet de PLU. Il souligne que la Picardie Verte a compétence en matière de **contrôle des installations neuves**.

Toutefois, il précise qu'il aurait été souhaitable de rappeler les prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 7 mars 2012 qui concerne la **réhabilitation des installations existantes** qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque de pollution pour l'environnement.

Observations et commentaires de Monsieur le Maire :

L'assainissement n'est pas collectif mais individuel

Ces éléments seront complétés dans le dossier d'approbation

Avis du Commissaire enquêteur :

*Le Conseil Général avait bien évoqué un système d'assainissement **non collectif**. Il s'agissait en fait d'une erreur de transcription dans mon P.V. de synthèse.*

Sur le fond, Il y a effectivement lieu de différencier le contrôle des installations neuves et les travaux de réhabilitation des installations existantes.

Un complément est donc à apporter au dossier.

III.2.d - Avis de la Commission départementale de la consommation des espaces agricoles :

Considérant d'une part les besoins en logements, considérant d'autre part que les dents creuses suffisent pour réaliser les quelques nouvelles constructions nécessaires sans ouvrir une nouvelle zone à l'urbanisation, la commission donne un avis favorable à l'unanimité sur le projet.

III.2.e - Avis de la Direction Générale de l'Aviation Civile basée à Beauvais-Tillé :

Les Services de la Délégation Régionale, compte tenu de l'absence de servitude aéronautique civile, émettent un avis favorable sur le projet.

III.2.f - Avis du Ministère de la Défense - Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense, basée à Creil :

Le service concerné précise que la commune n'est pas concernée par des servitudes militaires et émet en conséquence un avis favorable sur le projet.

III.2.g - Avis de la Communauté de Communes de la Picardie Verte :

Eu égard à l'absence de contradiction avec le projet de SCOT de la Picardie Verte, la CCPV, par délibération du conseil communautaire du 26 septembre 2013, émet un avis favorable au projet de PLU de la commune de Boutavent-la-Grange.

III.2.h - Avis de la Commune de Formerie :

Après présentation des différents plans et documents du dossier, le Conseil municipal de Formerie, par délibération du 17 septembre 2013, donne, à l'unanimité, un avis favorable au projet de PLU de la commune de Boutavent-la-Grange.

Fait à Beauvais, le 20 janvier 2014
Le Commissaire enquêteur

Jacques BERTIN

DEPARTEMENT DE L'OISE

**Commune
de
Boutavent-la-Grange**

**ENQUETE PUBLIQUE
réalisée du 22 novembre au 21 décembre 2013
relative à l'élaboration
du Plan Local d'Urbanisme**

*Suivant décision du Tribunal Administratif d'Amiens du 19/09/2013 désignant le
Commissaire enquêteur (Dossier n° E13000267/80)*

*et arrêté municipal du 25/10/2013
prescrivant l'ouverture de l'enquête publique*

PARTIE 2
CONCLUSIONS ET AVIS
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

CONCLUSIONS ET AVIS **DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le déroulement de l'enquête :

Comme indiqué dans le rapport d'enquête (chapitre II), la publicité de ce dossier a été faite par affichage à l'entrée de la Mairie et par insertion dans deux journaux locaux différents.

De plus, l'avis d'enquête a été distribué dans tous les foyers de la Commune.

Le public avait libre accès au dossier pendant la durée de l'enquête et pouvait recevoir toute information tant par moi-même, au cours des trois permanences que j'ai tenues, que par la Secrétaire ou le Maire de la Commune de Boutavent-la-Grange, en dehors de ces permanences.

Ces permanences se sont tenues dans la salle du Conseil de la Mairie et je disposais donc de toute la place nécessaire pour, dans de bonnes conditions, recevoir le public, consulter les documents écrits ou déplier les plans.

Aucun incident particulier n'a été noté au cours de ces permanences qui se sont déroulées dans un bon climat.

Le dossier :

Le dossier d'enquête était complet ; il disposait de toutes les pièces réglementaires et permettait, tant par sa rédaction que par ses documents graphiques, de se faire une bonne idée des objectifs retenus et de leur mise en application. Peu d'erreurs matérielles ont été notées.

Le contenu du projet :

Les problèmes de la Commune et les solutions qu'ils appellent ont bien été ressortis.

Le rapport de présentation explique et justifie assez clairement l'ensemble des dispositions d'aménagement retenues.

Les dispositions réglementaires reposent sur un projet communal bien exposé dans le PADD.

Les observations émanant du public :

Sur la durée de l'enquête, les visites et observations de particuliers ne se sont élevées qu'à un total de 4 sur la durée de l'enquête, ce qui est relativement peu. Ces observations ne concernent, pour l'essentiel, que des intérêts particuliers et on peut regretter qu' aucune remarque, suggestion ou contre-proposition d'intérêt général n'ait, en effet, été exprimée.

Les observations des personnes publiques et organismes associés :

Sur l'ensemble des Personnes Publiques et Organismes Associés qui ont été régulièrement consultés préalablement à l'enquête, seules les entités suivantes ont émis un avis dans le délai imparti :

- Monsieur le Préfet et les Services de l'Etat ;
- La Chambre d'Agriculture de l'Oise ;
- Le Conseil Général de l'Oise ;
- La Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles ;
- la Direction Générale de l'Aviation Civile basée à Beauvais-Tillé ;
- Le Ministère de la Défense - Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense, basée à Creil ;
- La Communauté de Communes de la Picardie Verte ;
- La commune de Formerie.

Si les cinq dernières entités ont émis un avis favorable sans réserve, les services de l'Etat, la Chambre d'Agriculture et le Conseil Général ont émis un avis favorable avec réserves ou observations.

A noter qu'en aucune manière, ces observations ne remettent en cause le projet mais contribuent pour la plupart à l'améliorer.

La prise en compte des observations :

Dans le rapport d'enquête, au "*chapitre III - Analyse détaillée des observations*", la totalité des observations, tant du public que des PPA, a été reprise et , pour chaque observation, l'analyse inclut :

- Un résumé de l'observation recueillie ;
- Les observations et commentaires de Monsieur le Maire en réponse au procès-verbal de synthèse qui lui a été communiqué à l'issue de l'enquête ;
- L'avis du commissaire enquêteur.

L'analyse des observations et du mémoire en réponse de Mr le Maire montre qu'une très grande majorité de ces observations vont être prise en compte par les Elus de Boutavent-la-Grange.

On peut notamment citer :

- les demandes des particuliers concernant la zone UA (sauf une) ;
- le complément à apporter au PADD pour intégrer tous les thèmes prévus par le Code de l'Urbanisme ;
- la suppression de la surface minimale de 800 m² pour construire ;
- les modifications des articles IX et X du règlement (protection des éléments paysagers) ;
- l'ajout du plan d'alignement de la RD 150 au dossier de servitudes ;
- la localisation des éoliennes sur le document graphique ;
- le complément au rapport de présentation concernant le circuit équestre ;
- le complément à l'annexe sanitaire (sur l'assainissement non collectif).

Resteront à définir, lors de la réunion avec le groupe de travail, deux points qui ont été évoqués par la Chambre d'Agriculture et sur lesquels je suis plutôt favorable :

- la modification de l'article UA2 du règlement (réalisation de constructions et d'installations agricoles en zone UA) ;
- la modification de l'article A11.6 (ajout des panneaux préfabriqués aspect cailloux lavés).

Conclusions finales et avis:

Dans le cadre de cette enquête qui s'est déroulée du 22 novembre au 21 décembre 2013, et après avoir :

- étudié le projet de PLU préparé par le Cabinet d'Etudes et de Conseils en Urbanisme « ESPAC'URBA » – 11, rue Pasteur – 76340 BLANGY-SUR-BRESLE et arrêté par le Conseil Municipal de Boutavent-la-Grange le 28 mai 2013 ;
- entendu Monsieur le Maire de la Commune de Boutavent-la-Grange préalablement à l'enquête ;
- pris connaissance des observations des personnes publiques et organismes associés ;
- reçu, à l'occasion des permanences, les observations du public ;
- effectué la visite des lieux intéressés par les observations ;
- pris connaissance de la réponse de Monsieur le Maire de Boutavent-la-Grange à la synthèse des remarques, observations et propositions émises au cours de la présente enquête ;

- apporté des éléments d'appréciation et émis un avis sur toutes les observations et propositions ;

je considère, en synthèse, que les éléments et arguments suivants peuvent être pris en compte pour l'appréciation du présent projet :

- une publicité complète avec, il y a lieu de le souligner, un avis d'enquête distribué dans tous les foyers de la Commune ;
- un bon déroulement d'enquête, même si l'on peut déplorer une participation relativement faible du public ;
- un dossier de qualité, conforme dans sa composition aux dispositions de l'article R123-1 du Code de l'Urbanisme ;
- des objectifs clairs définis dans le PADD et correctement pris en compte dans les différents documents réglementaires et graphiques ;
- aucune opposition ou remarque de fond exprimée par le public, hormis les demandes d'intérêt privatif de propriétaires pour un classement de leurs terrains en zone UA , mais dont une seule n'a pu être prise en compte ;
- quelques observations relativement mineures de la part des Personnes Publiques et des Organismes Associés, mais qui, pour la quasi totalité d'entre elles, vont également être prise en compte dans le projet définitif, comme l'a précisé le mémoire en réponse de Mr le Maire.

En conséquence, et sous réserve que le projet prenne bien en compte l'ensemble des modifications et compléments évoqués dans le mémoire en réponse de Mr le Maire (et repris dans son intégralité au chapitre III de mon rapport),

j'émet un avis favorable au projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Boutavent-la-Grange.

Fait à Beauvais, le 20 janvier 2014
Le Commissaire enquêteur

Jacques BERTIN